

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la réforme de l'Etat, de la
décentralisation et de la fonction
publique

Arrêté du []

**fixant les montants moyens annuels de l'indemnité forfaitaire pour travaux
supplémentaires des administrations centrales**

NOR : RDFS1400412A

**La ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique
et le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget,**

Vu le décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002 modifié relatif à l'indemnité forfaitaire pour
travaux supplémentaires des administrations centrales ;

Vu le décret n° 2012-762 du 9 mai 2012 portant dispositions statutaires communes aux
corps d'infirmiers de catégorie A des administrations de l'Etat,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Les montants moyens annuels de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des
administrations centrales prévus à l'article 2 du décret du 14 janvier 2002 susvisé sont fixés ainsi
qu'il suit :

BENEFICIAIRES	MONTANTS MOYENS (en euros)
Secrétaire administratif de classe normale dont l'indice brut est supérieur à 380	1 778,61
Secrétaire administratif de classe supérieure	1 895,81
Secrétaire administratif de classe exceptionnelle	1 939,78
Infirmiers de classe normale et de classe supérieure régis par le décret du 9 mai 2012 susvisé	2 030
Infirmiers hors classe régis par le décret du 9 mai 2012 susvisé	2 075
Attaché, chargé d'études documentaires	2 157,45
Attaché principal, chargé d'études documentaires principal (2ème classe)	2 403,01
Attaché principal, chargé d'études documentaires principal (1ère classe) et	3 236,18

conseiller pour les affaires administratives	
Administrateur civil	3 699,39
Administrateur civil hors classe	4 468,23
Directeur adjoint, sous-directeur et directeur de projet	5 835,41
Chef de service	5 838,63
Directeur général, directeur (hors échelle C et D)	6 712,55
Directeur général, directeur (hors échelle E)	7 589,68

Article 2

L'arrêté du 26 mai 2003 fixant les montants moyens annuels de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des administrations centrales est abrogé.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le [].

La ministre de la réforme de l'Etat, de la
décentralisation et de la fonction publique,

Marylise LEBRANCHU

Le ministre délégué auprès du ministre de
l'économie et des finances, chargé du budget,
Bernard CAZENEUVE